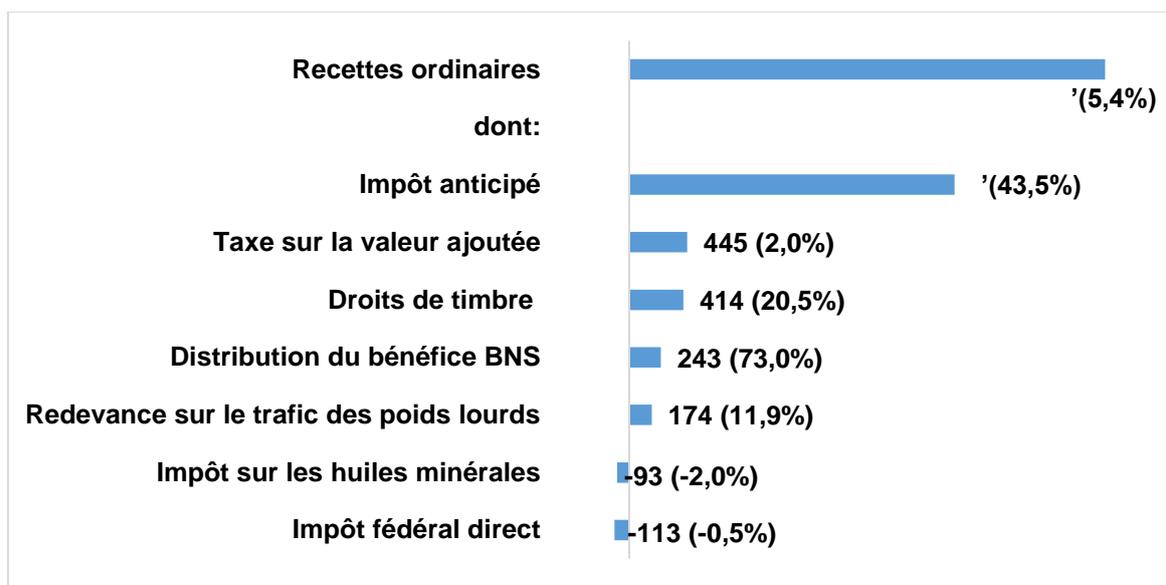




Annexe au communiqué concernant le compte 2017

Évolution des recettes (en millions de francs, par rapport au compte 2016)



Après avoir diminué en 2016, les recettes augmentent de 5,4 % en 2017, affichant ainsi une croissance bien supérieure à la croissance économique nominale (+ 1,3 % selon les prévisions du groupe d'experts du 19 décembre 2017). L'augmentation des recettes s'explique essentiellement par la hausse extraordinaire du produit de l'impôt anticipé. Si l'on fait abstraction de cet impôt, les recettes croissent de 1,7 % et l'écart par rapport aux prévisions budgétaires est de 1,0 %.

- Les recettes de 2017 provenant de l'**impôt anticipé** dépassent de 2,5 milliards celles de 2016. Cette forte croissance est due à des rentrées plus élevées que prévu provenant en majeure partie des dividendes. Les remboursements ont quant à eux peu évolué, ce qui a entraîné un écart important entre les rentrées et les remboursements. Ces derniers sont relativement faibles probablement en raison des taux négatifs. Dans un tel contexte, il est intéressant pour les entreprises de demander le remboursement de l'impôt anticipé plus tard que d'habitude. Ces entreprises déposent leurs demandes au plus tard trois ans après le prélèvement de l'impôt ou dès que les intérêts sont de nouveau positifs. Pour tenir compte de la situation, le Département fédéral des finances a, pour la première fois, en 2017, comptabilisé avec incidences financières la **provision** constituée en vue des remboursements à venir. L'augmentation de 2 milliards de la provision grève ainsi le solde de l'impôt anticipé et amoindrit le résultat du compte de financement.
- La **taxe sur la valeur ajoutée** a enregistré une forte hausse en 2017 (2,0 %), qui résulte notamment de l'impôt sur les importations (+ 3,7 %). La dépréciation du franc au cours de 2017 et l'augmentation des prix à l'importation qu'elle a provoquée ont contribué à la hausse du produit de l'impôt sur les importations. En revanche, la croissance de la taxe sur la valeur ajoutée perçue en Suisse est inférieure à celle de l'économie (0,6 %). La raison de cette faible augmentation est cependant d'ordre comptable (comptabilisation séparée des amendes et des intérêts à partir de 2017).

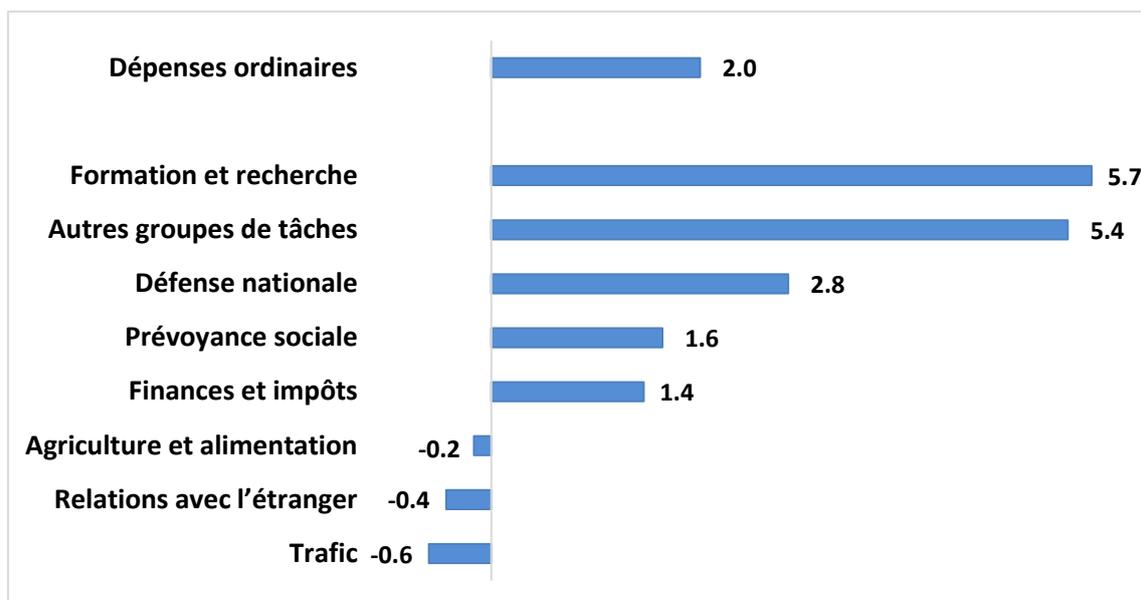
- Après une baisse en 2016, les **droits de timbre** présentent une forte croissance, due à parts égales au droit de timbre d'émission et au droit de timbre de négociation. Le premier fait l'objet de fortes fluctuations en fonction du besoin en fonds propres des entreprises. En ce qui concerne le second, les recettes découlant des titres suisses et celles découlant des titres étrangers ont augmenté dans la même mesure.
- **Distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS)**: en raison de réserves de devises élevées, le bénéfice de la BNS est fortement influencé par les taux de change. En 2016, le bénéfice réalisé était important (24,9 milliards). Il a été utilisé pour constituer des provisions pour réserves monétaires, le solde allant alimenter la réserve pour distributions futures. Comme cette dernière dépassait alors 20 milliards, la part distribuée à la Confédération et aux cantons a pu être relevée. La Confédération en a reçu un tiers, soit 576,6 millions, alors que le budget prévoyait un versement ordinaire de 333 millions.
- Les recettes provenant de la **redevance sur le trafic des poids lourds** ont progressé de 12 %, principalement en raison d'une modification générale des tarifs qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 et dont le budget tenait compte. Les recettes supplémentaires ont été enregistrées en août et septembre à cause de la fermeture de tronçons ferroviaires en Allemagne.
- Les recettes issues de l'**impôt sur les huiles minérales** ont baissé de 2,0 %. On observe une tendance à la baisse de ces recettes depuis 2009. Les principales raisons en sont le développement de moteurs plus efficaces, l'utilisation accrue de biocarburants exonérés d'impôt et la force du franc.
- Les recettes de l'**impôt fédéral direct** sont supérieures au montant budgétisé, mais un peu inférieures à celles de l'exercice précédent (- 0,5 %) en raison de paiements anticipés plus bas que prévu. La modification de l'intérêt rémunérateur a joué un rôle important (0 % à partir du 1^{er} janvier 2017). Abstraction faite des paiements anticipés, la croissance est de 1,2 % pour l'impôt sur le bénéfice et de 1 % pour l'impôt sur le revenu. Les recettes correspondantes proviennent essentiellement des années 2015 et 2016.

Tableau: *Évolution des recettes 2017*

en millions de francs	Compte 2016	Budget 2017	Compte 2017	Écart p. r. au C en mio	Écart p. r. au C en %	Écart p. r. au B en mio	Écart p. r. au B en %
Recettes ordinaires	67 441	68 418	71 087	3 646	5,4	2 669	3,9
<i>dont:</i>							
Taxe sur la valeur ajoutée	22 458	23 260	22 902	445	2,0	-358	-1,5
Impôt fédéral direct	21 057	20 134	20 944	-113	-0,5	810	4,0
Impôt sur le bénéfice	10 648	9 392	10 612	-36	-0,3	1 220	13,0
Impôt sur le revenu	10 409	10 742	10 332	-77	-0,7	-410	-3,8
Impôt anticipé	5 733	6 212	8 226	2 494	43,5	2 014	32,4
Droits de timbre	2 021	2 515	2 434	414	20,5	-81	-3,2
Impôt sur les huiles minérales	4 688	4 615	4 595	-93	-2,0	-20	-0,4
Impôt sur le tabac	2 131	2 085	2 139	8	0,4	54	2,6
Redevance sur le trafic des poids lourds	1 454	1 605	1 627	174	11,9	22	1,4
Distribution du bénéfice de la BNS	333	333	577	243	73,0	243	73,0

Remarque: les chiffres concernant 2016 ont été adaptés rétroactivement en raison de modifications dans la présentation des comptes (cela concerne uniquement l'impôt anticipé et le total).

Évolution des dépenses par groupe de tâches (par rapport au compte 2016)



Les dépenses de la Confédération ont augmenté de 1,3 milliard pour atteindre 68,3 milliards (+ 2,0 %). Les principales raisons de cette augmentation sont non seulement les contributions croissantes aux assurances sociales et aux cantons dans le domaine de la prévoyance sociale, mais aussi la formation et la recherche (Horizon 2020) et les autres groupes de tâches (cautionnements au secteur de la navigation maritime). En revanche, les dépenses consacrées au trafic marquent une légère diminution.

- **Formation et recherche** (7,6 milliards, + 5,7 %) : par rapport à 2016, les dépenses se sont fortement accrues, principalement en raison de l'association complète de la Suisse au programme de recherche européen «Horizon 2020».
- **Autres groupes de tâches** (6,9 milliards, + 5,4 %) : les dépenses des autres groupes de tâches (conditions institutionnelles et financières, ordre et sécurité publique, culture et loisirs, santé, environnement et aménagement du territoire, économie) ont progressé surtout à cause des dépenses uniques en vue d'honorer des cautionnements dans le secteur maritime.
- **Défense nationale** (4,7 milliards, + 2,8 %) : les dépenses consacrées à l'armée ont augmenté de plus de 150 millions en raison du développement de l'armée et de besoins accrus en matière d'armement.
- **Prévoyance sociale** (22,9 milliards, + 1,6 %) : les principaux facteurs de coûts de ce domaine ont été les cotisations aux assurances sociales (AVS, AI, PC) et les dépenses de santé. Par contre, les coûts liés à la migration ont baissé en raison d'un nombre moindre de demandes d'asile.
- **Finances et impôts** (10,0 milliards, + 1,4 %) : alors que les dépenses d'intérêts ont encore reculé par rapport à l'exercice précédent, les parts de tiers ont nettement augmenté, notamment à cause des recettes supplémentaires provenant de l'impôt anticipé.
- **Agriculture et alimentation** (3,7 milliards, - 0,2 %) : les dépenses en faveur de l'agriculture ont à nouveau légèrement diminué. Les paiements directs sont toutefois restés stables par rapport à 2016.
- **Relations avec l'étranger – coopération internationale** (3,5 milliards, - 0,4 %) : les dépenses sont légèrement inférieures à celles de 2016.

- **Trafic** (9,1 milliards, - 0,6 %): les dépenses destinées au trafic ont reculé par rapport à l'année précédente en raison de la réduction de l'apport au fonds d'infrastructure qui a été décidée en vue d'alléger le budget.

Tableau: Évolution des dépenses par groupe de tâches, compte 2017

en millions de francs	Compte 2016	Budget 2017	Compte 2017	Écart p. r. au C en mio	Écart p. r. au C en %	Écart p. r. au B en mio	Écart p. r. au B en %
Dépenses ordinaires	66 970	68 668	68 288	1 317	2,0	-380	-0,6
Relations avec l'étranger	3 544	3 613	3 529	-15	-0,4	-84	-2,3
Défense nationale	4 585	4 736	4 713	128	2,8	-23	-0,5
Formation et recherche	7 167	7 684	7 573	405	5,7	-111	-1,4
Prévoyance sociale	22 544	23 241	22 908	364	1,6	-333	-1,4
Trafic	9 107	9 208	9 053	-54	-0,6	-155	-1,7
Agriculture et alimentation	3 658	3 681	3 652	-6	-0,2	-29	-0,8
Finances et impôts	9 862	9 578	10 003	142	1,4	425	4,4
Autres groupes de tâches	6 504	6 927	6 858	353	5,4	-70	-1,0

Remarque: les chiffres concernant 2016 ont été adaptés rétroactivement en raison de modifications dans la présentation des comptes (cela concerne uniquement le groupe de tâches Finances et impôts et le total).